

Communiqué de presse

Paris, le 4 juillet

Nomination de Carole Grandjean : avis de tempête sur l'enseignement professionnel

Carole Grandjean a été nommée ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels dans le nouveau gouvernement. Elle est placée sous la double tutelle des ministres du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Pour SUD éducation la ligne rouge est franchie.

SUD éducation, avec d'autres organisations syndicales, alerte depuis plusieurs années sur la place accrue de l'apprentissage, les risques de la mixité des publics et l'élaboration d'une carte des formations calquées sur les besoins exprimés par les organisations patronales.

Durant la campagne présidentielle, Carole Grandjean a promu une réforme de l'enseignement professionnel "sur le modèle de l'apprentissage". Guidé par un dogmatisme idéologique, le développement à tout crin de l'apprentissage n'a fait l'objet d'aucun bilan. Présenté comme une solution magique, il n'est en réalité pas adapté à l'immense majorité des publics accueillis en lycées professionnels. Alors que la recherche de PFMP (stages) constitue déjà une difficulté majeure, comment imaginer que la recherche d'employeurs se déroulera plus facilement?

En réalité les contrats d'apprentissages sont à 60 % signés dans l'enseignement supérieur. Ce n'est pas vrai de dire que les lycéen·nes professionnel·les accèdent ainsi mieux au « marché de l'emploi ». C'est même le contraire puisqu'une rupture du contrat d'apprentissage entraîne une rupture de formation : une forme de « décrochage » promue par l'apprentissage. Enfin, l'apprentissage creuse les inégalités et exclue de la formation professionnelle les jeunes les plus paupérisé·es.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



Cette nomination est un très mauvais signal pour les lycéen·nes de la voie professionnelle (qui représentent $\frac{1}{3}$ des lycéen·nes) comme pour leurs 60 000 enseignant·es.

Une formation initiale de qualité, permettant de fournir à toutes et tous les outils pour comprendre le monde, ne peut être dispensée qu'à l'Éducation nationale.

Face à la volonté de nourrir ce gigantesque marché de la formation professionnelle, SUD éducation appelle les personnels de la voie professionnelle à s'organiser pour mettre en échec toute réforme qui viserait à revenir sur les fondamentaux de nos missions et nos engagements.

Les missions de corrections du DNB professionnel qui se déroulent cette semaine sont l'occasion d'adopter des motions marquant notre attachement au maintien de l'enseignement professionnel sous statut scolaire.